

**AUTORISATION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC FLUVIAL OU MARITIME
GERE PAR LE GRAND PORT MARITIME DE NANTES SAINT NAZAIRE**

PECHERIE AU CARRELET

Le Président du Directoire du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire ;

Vu le Code des Ports Maritimes ;

Vu la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire et le décret du 9 octobre 2008 transformant le Port Autonome de NANTES ST NAZAIRE en GRAND PORT MARITIME DE NANTES SAINT-NAZAIRE ;

Vu le décret du 23 novembre 1983 portant délimitation de la circonscription du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code du Domaine de l'Etat ;

Vu la demande de Monsieur ABOULADL Habib en date du 30 janvier 2012 ;

A U T O R I S E

Monsieur ABOULADL Habib,

ci-après dénommé "le bénéficiaire",

demeurant à

182 rue de Pornichet
44600 SAINT-NAZAIRE,

à occuper une parcelle du Domaine Public pour l'utilisation d'une pêcherie fixe installée au Port Désiré à Saint-Nazaire.

- CONDITIONS GENERALES DE L'OCCUPATION -

ARTICLE 1 - Caractère de l'occupation

- 1.1 - L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition du GRAND PORT MARITIME :
 - soit pour un motif d'intérêt général attaché notamment à l'exploitation du Port ;
 - soit pour non respect des conditions générales ou particulières auxquelles la présente autorisation est accordée.
- 1.2 - L'occupation est autorisée à titre personnel. Elle ne peut faire l'objet de cession sans l'accord préalable du GRAND PORT MARITIME.

ARTICLE 2 - Etat des lieux

- 2.1 - Les abords de l'installation, dont l'occupation est autorisée, devront être maintenus en parfait état de propreté.
Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne devra exister.
- 2.2 - L'ouvrage sera constamment entretenu en bon état par les soins et aux frais du bénéficiaire ; il devra exécuter à la première réquisition du GRAND PORT MARITIME tous travaux de réparation qui seraient reconnus nécessaires. Lorsque le Grand Port Maritime constatera un défaut d'entretien de l'installation, il pourra y faire remédier d'office et aux frais du bénéficiaire.
- 2.3 - A l'issue du titre d'occupation, les ouvrages, constructions et installations édifiés ou acquis auprès de l'ancien occupant par le bénéficiaire sur la parcelle domaniale, ou édifiés par ses soins en vertu d'un titre d'occupation précédent, devront être démolis, soit par le bénéficiaire lui-même, soit à ses frais. Faute pour le bénéficiaire d'y pourvoir, il y sera procédé d'office, et à ses frais, par le Grand Port Maritime, sans autre mise en demeure. Toutefois, dans le cas où le maintien en l'état a été prévu expressément par la présente autorisation, ou que le Grand Port Maritime renonce en tout ou partie à leur démolition, les ouvrages, constructions et installations deviendront de plein droit et gratuitement la propriété de l'Etat.

ARTICLE 3 - Charges inhérentes à l'occupation :

- 3.1 - Le bénéficiaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains, aménagements et installations qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation, quelles que soient la nature et l'importance de ces impôts.

Le bénéficiaire fera en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de construction nouvelle prévue à l'article 1 406 du Code Général des Impôts.
- 3.2 - Le bénéficiaire s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie solvable, les polices d'assurance nécessaires à la couverture de l'ensemble des risques liés aux activités exercées sur la parcelle occupée.

ARTICLE 4 - Responsabilité du bénéficiaire :

- 4.1 - Le bénéficiaire est, et demeure, seul responsable de toutes les conséquences (accidents et dommages) qui pourraient résulter de son occupation.
- 4.2 – Dans l'hypothèse de cessions, sous-locations, transactions, mutations opérées en violation de l'article 2.1.3, celles-ci ne seront opposables au Grand Port Maritime de Nantes St Nazaire. Le bénéficiaire en demeurera seul responsable tant vis à vis des tiers, contractants que du Port Autonome.

- CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION -

ARTICLE 5 - Identification

Le bénéficiaire sera tenu d'indiquer sur sa pêcherie, d'une manière apparente et lisible, le numéro **172**.

Le bénéficiaire doit informer le GRAND PORT MARITIME de toute modification d'adresse.

Toute modification de la surface occupée devra être communiquée au Grand Port Maritime.

ARTICLE 6 – Durée

L'autorisation est accordée à compter du 1^{er} janvier 2012.

Sauf dénonciation par l'une des parties un mois avant l'échéance, cette autorisation sera renouvelée pour un an tacitement au 1^{er} janvier de chaque année.

ARTICLE 7 - Vente de l'installation (changement de propriétaire)

Avant tout changement de propriétaire, le bénéficiaire devra :

- informer le Grand Port Maritime
- remplir les imprimés nécessaires à retirer auprès du service gestionnaire Service Gestion des Contrats et des Concessions - 18, Quai Ernest Renaud - B.P. 18609 - 44186 - NANTES-CEDEX 4

- CONDITIONS FINANCIERES -

ARTICLE 8 - Redevance

Le bénéficiaire s'engage à acquitter la redevance afférente à l'autorisation, calculée sur la base du barème domanial en vigueur au GRAND PORT MARITIME au 1^{er} janvier 2012 :

TARIF Pêcherie fixe : 147,21 €/an

Cette redevance sera indexée chaque année sur la base de l'Indice de Référence des Loyers (l'indice retenu est celui du 2^{ème} trimestre de l'année précédent celle de la révision)

Le bénéficiaire s'acquittera du paiement à réception de la facture émise par le Service Comptable du Grand Port Maritime au cours du second trimestre.

En cas de retard dans le paiement, la redevance portera intérêts de plein droit au profit du Grand Port Maritime, à un taux égal au taux de base bancaire en vigueur au 31 décembre de l'année précédente augmenté de un point.

Dans l'éventualité du non-paiement de ladite redevance, le Grand Port Maritime procédera d'office à la résiliation de l'autorisation.

ARTICLE 9 - Notification

Pour régulariser son autorisation, le bénéficiaire devra retourner un exemplaire signé et portant la mention "**Lu et Approuvé**".

Habib Aboutoll
Lu et approuvé
[Signature]

NANTES, LE 6 - FEV. 2012

LE CHEF DU SERVICE GESTION DES CONTRATS
ET DES CONCESSIONS,

[Signature]

PIERRE BOURNONVILLE

Le bénéficiaire soussigné déclare avoir pris connaissance des dispositions précitées, qu'il s'engage à respecter sans réserve.